

2007 : **SE RASSEMBLER POUR GAGNER**

mai 2006

N° 26

projets

analyse

démarche

initiatives

communistes

en Seine-Maritime

La lettre
d'information
bimensuelle
des communistes
de la Seine-Maritime
est éditée par
la fédération
du Parti
communiste
français



Claude Etienne
membre Conseil
Départemental

Aux propositions faites par les conseillers généraux communistes, lors de la session consacrée à l'emploi, le Préfet répondait en substance : « vos solutions sont celles du passé ». Sans doute voit-il de la « modernité » dans les suppressions d'emploi qui se développent, en particulier dans des entreprises de pointe, comme la Sogerma, filiale d'EADS. Nous non. Et les Français non plus.

D'affaire Clearstream en débat tronqué sur les échéances à venir, tout semble aujourd'hui mis en oeuvre pour boucher tout espoir, toute perspective de changement.

C'est pourtant bien cela qui doit être au coeur du débat. Les communistes y travaillent. Le texte de l'appel lancé par Marie-George BUFFET a été distribué à 100 000 exemplaires dans notre département. Et nous proposons aux citoyens de le signer. Vous pouvez vous-même vous y associer en nous retournant le bulletin que vous trouverez dans ce numéro de l'Avenir.

Le 29 mai, nous invitons tous les acteurs du NON à se retrouver, au siège de notre fédération à 18h00, autour d'une initiative festive, large et ouverte. Nous vous y convions. Comme partout en France, nous fêterons la victoire.

Mais il y a aussi besoin de créer des espaces permanents - pourquoi pas des collectifs d'Union populaire - au plan local, départemental, voire national permettant de débattre des propositions de changements, comme du rassemblement nécessaire pour les faire gagner.

Un appel rassemblant des personnalités et des forces engagées dans la lutte contre le libéralisme nous y invite. Nous en sommes signataires.

Et nous choisissons la clarté en proposant qu'une candidature issue du PCF porte ce rassemblement.

Le PCF est à la fois audacieux, très exigeant sur les contenus. Il ne met aucune exclusive et vise le rassemblement le plus large possible sur un contenu transformateur. Son ancrage populaire, son existence nationale, l'engagement de ses élus aux côtés de nos concitoyens sont en effet autant d'atouts pour faire gagner ce rassemblement.

Battre la droite et donner à la gauche les moyens de réussir. C'est ce que notre peuple attend. Nous y sommes prêts.

Le bon accueil fait aux militants de notre parti lors de la traditionnelle vente du muguet le 1er mai nous renforce dans cette conviction!

Parti communiste français

Jeunes anti-CPE et répression

Plus que jamais la pétition est d'actualité !

La doyenne de la faculté de droit de Rouen a porté plainte contre des responsables de l'UNEF, dont Guillaume Legall et Nathalie Beauval, respectivement président et vice-présidente de l'Unef-Rouen. Convocation par la police, garde à vue de plusieurs heures, convocation devant le procureur le 23 mai. La réaction ne s'est pas fait attendre à l'université, assemblée générale, tract etc, il faut tout faire pour arrêter cette mécanique inutile de la répression, qui est plus une revanche qu'autre chose ! Signez la pétition !

Une manifestation de soutien est prévue le 23 mai à 10h30 devant le palais de justice à Rouen.

Un appel de L'Humanité

NON A L'ACHARNEMENT REPRESSIF

AMNISTIE DES JEUNES ANTI-CPE



Pendant deux mois, notre pays a connu une mobilisation exceptionnelle pour exiger le retrait du CPE. Les millions de lycéens, d'étudiants, de salariés engagés dans ce mouvement ont finalement obtenu gain de cause.

Or, des milliers de jeunes, interpellés lors des manifestations de ces dernières semaines alors qu'aucun de leurs agissements ne peut être assimilé à un comportement de « casseurs », sont condamnés à la chaîne par les tribunaux. Cet acharnement répressif est d'autant plus inadmissible que les exemples abondent qui révèlent l'injustice et l'arbitraire de ces arrestations et le plus souvent de ces condamnations.

Alors que le CPE a vécu, il serait totalement incompréhensible que le pouvoir continue à vouloir faire payer sa défaite aux jeunes engagés dans ce mouvement. Nous demandons l'arrêt de toutes les poursuites engagées contre des jeunes anti-CPE et l'amnistie des peines déjà prononcées à leur encontre.

Chiffre de la semaine : 2,27 millions d'euros, c'est le salaire moyen annuel des patrons du CAC 40

Les patrons des plus grands groupes cotés à la bourse de Paris ont un salaire moyen annuel 163 fois supérieur à celui d'un smicard.

J.F. Cirelli, patron de gaz de France, s'est contenté de 340 273 euros.

Le patron de l'Oréal, Lindsay Owen-Jones, qui vient de céder son fauteuil, a réalisé le plus beau score en 2005 avec 7,36 millions d'euros

CNE

Selon une enquête annuelle réalisée mi-avril 57% des petits patrons "ont peur" pour le contrat nouvelle embauche, et cela monte jusqu'à 72% pour ceux qui ont déjà eu recours au CNE.

Mais seulement 19% d'entre-eux seraient prêts à le soutenir si le gouvernement le retirait !

Et ils ont bien raison d'avoir peur de perdre ce contrat précaire qu'ils ont demandé si fort ! les syndicats ont lancé l'attaque ! et les premiers résultats tombent : non-conforme au droit international dit le tribunal des prud'hommes de Longjumeau : recalé le CNE !

Nom	Prénom	Adresse	Mail	Signature

Premiers signataires : Cédric Clérin (MJC), Razzye Hammadi (MJS), Bruno Julliard (UNEF), Tristan Rouquier (FIDL), Karl Stoeckel (UNL), Patrick Le Hyaric (directeur de l'Humanité), Pierre Laurent (directeur de la rédaction de l'Humanité), Nicole Borvo (sénatrice, PCF), Jean-Pierre Dubois (président de la Ligue des droits de l'homme), Maryse Dumas (CGT), Frédéric Dutoit (député, PCF), Fondation Abbé-Pierre, Henri Leclerc (avocat, président d'honneur de la Ligue des droits de l'homme), Dominique Noguères (avocate), Irène Terrel (avocate), Michel Toubiana (président d'honneur de la Ligue des droits de l'homme), Jean-Jacques de Felice (avocat), Mouloud Aounit (MRAP), Jean-Claude Amara (Droits devant), Jean-Baptiste Eyraud (DAL), Charles Hoarau (comité chômeurs, CGT des Bouches-du-Rhône).

l'Humanité 32, rue Jean-Jaurès 93528 Saint-Denis Cedex

01 49 22 72 72 01 49 22 74 98 communication@humanite.fr www.humanite.fr

Jean-Pierre Voisin nous a quittés

C'est avec tristesse que nous avons appris le décès de notre camarade Jean-Pierre Voisin, militant actif, sincère et toujours disponible, des sections du Havre et de monti-villiers. La fédération du Parti Communiste Français a adressé ses condoléances les plus sincères à la famille de Jean-Pierre

Abonnement et diffusion de l'avenir de Seine-Maritime:

Pour soutenir et faire connaître L'Avenir de Seine-Maritime souscrivez un abonnement (voir page 8) Faites connaître ce journal en nous communiquant les adresses de personnes désirant le recevoir contact : avenir de Seine-Maritime, 33 place de l'hôtel de ville, 76000 Rouen

SARKOZY ENTENDU PAR LA JUSTICE FINANCIÈRE

COMME SI ON NE L'ENTENDAIT PAS SUFFISAMMENT COMME ÇA PARLEUT AILLEURS



Conseil Départemental (Harfleur) 04/05/06

Conseil départemental, suite, Le débat....

La principale question autour de laquelle a tourné le débat a été celle du rassemblement, avec qui, et pour quoi faire ?

Les intervenants ont tous réaffirmé la volonté de battre la droite et sa politique.

Et nous nous réjouissons de l'avoir battue sur des questions de fond avec le rejet du Traité de Constitution Européenne le 29 mai dernier ou le retrait du CPE, il y a quelques jours. Mais ces dynamiques créées, notamment grâce à l'impulsion du Parti, ce que tout le monde reconnaît, sont-elles transposables à une élection comme la Présidentielle, ou les législatives, c'est à dire à un vote en positif.

Il nous faut cependant « utiliser » ces victoires pour démontrer que la politique de la droite n'est pas fatale, que le capitalisme n'est pas la fin de l'histoire.

Nous devons le faire à partir du concret, de ce que vivent les gens. Ainsi, il sera plus facile de montrer l'efficacité et la justesse de nos propositions, du programme que nous avons adopté lors du congrès, tout en définissant précisément les méfaits du capitalisme qualifié ou non de libéralisme ou d'ultra libéralisme.

Dans la perspective de l'élection présidentielle, comme dans celle des législatives, la mise en avant de nos propositions, avec une participation des élus communistes et républicains, doit permettre de donner du contenu (anti-libéral et pour une autre société, pour une réelle alternative) à ces échéances électorales en ouvrant un véritable débat populaire, tout en démon-

trant notre volonté de faire réellement bouger les choses.

Dans ces années électorales qui commencent maintenant et dont les 2 mois qui viennent sont très importants, nous devons montrer, sans être naïfs sur les intentions des différents candidats ou candidates, que nos candidatures sont au service des populations et non à celui d'un seul parti, c'est ainsi que nous rassemblerons, à condition aussi d'écouter ce que (nous) disent les gens.

Il ne faut pas sous-estimer le poids des médias qui tendent à nous ignorer ou à dénaturer nos propositions.

Seul le rassemblement avec non pas les organisations politiques ou syndicales de gauche en tant que telles, mais bien avec les citoyen(ne)s peut permettre d'avancer dans la voie de l'alternative. Il s'agit d'un travail de longue haleine avec des résultats qui ne seront peut-être pas à la hauteur souhaitée dès l'an prochain. Mais nous montrerons que le parti a compris que l'on ne peut plus faire de la politique comme avant, et nous éviterons ainsi une trop grande bi-polarisation de la vie politique imposée par le système de l'élection présidentielle.

Deux thèses se sont exprimées dans la discussion.

- Beaucoup de candidats de gauche nous rappellerait 2002 avec un vote utile pour le PS dès le premier tour. Dans ce cas, nous risquerions d'être laminés. Mais il faut battre la droite par n'importe quel moyen, notamment avec un contenu anti-libéral a minima.

- Nous proposons le rassemblement populaire comme un outil au service des gens pour aller vers une autre société et nous mettons en avant nos propositions et leur contenu anti-libéral et ce rassemblement peut être incarné par un(e) communiste, Marie-George Buffet notamment.

Ces options ont été tranchées par le congrès, et très explicitement dans l'appel de Marie-George.



Nous devons aller vers les gens et toutes accroches sont bonnes à prendre et nous avons un outil à notre disposition, avec l'appel de MG Buffet lancé lors du congrès et livré à 100 000 exemplaires dans le département (4 millions au plan national). Cet appel est assorti d'une pétition dont il faut s'emparer pour aller vers les gens et leur expliquer notre démarche de rassemblement avec le contenu de transformation sociale et politique que l'on y met.

Le Conseil Départemental a élu à l'unanimité l'exécutif sous la direction de Céline BRULIN, et dont le rôle est « la mise en musique » des initiatives prises par le CD qui, lui, reste bien la direction politique de notre fédération. Le rôle de l'exécutif est bien aussi la gestion de l'activité politique au quotidien.

Il est composé de :

- | | |
|------------------------|-----------------------|
| ◆ Myriam ARGENTIN | ◆ Jean-Claude BLONDEL |
| ◆ Céline BRULIN | ◆ Hélène KLEIN |
| ◆ Annick CONTREMOULINS | ◆ Didier CORROYER |
| ◆ Gilles CROGUENNEC | ◆ Liliane LEGRAS |
| ◆ Christian CUVILLIEZ | ◆ Claude ETIENNE |
| ◆ Vincent GOUPIL | ◆ Monique LEGER |
| ◆ Dominique HARDY | ◆ Sébastien JUMEL |
| ◆ Pascal LECOUSIN | ◆ Emmanuel TRITZ |
| ◆ Gilbert LOUVET | |

Une commission de contrôle financier a aussi été élue à l'unanimité sous la responsabilité de Didier CORROYER. Son rôle est bien sûr de travailler sur les dépenses et recettes de la fédération, mais aussi d'impulser politiquement la bataille financière de l'ensemble du parti.

Elle est composée de :

- | | |
|-----------------------|----------------------------|
| ◆ Jean-Claude BARTERT | ◆ Marie-Catherine GAILLARD |
| ◆ Mathieu HAZET | ◆ Nadine LAHOUSSEINE |

Parmi les initiatives, il faut noter :

- ◆ Un week-end de mai avec une distribution massive de l'appel de Marie-George Buffet et la signature de la pétition.
- ◆ Nous saisir du 29 mai pour tenir des conférences de presse, des rencontres publiques dans les quartiers, les entreprises.
- ◆ 30 Mai : venue de Jacky HENIN en Haute-Normandie notamment autour des questions de l'automobile.
- ◆ 10 Juin, : manifestation pour la défense des services publics
- ◆ Mise en place d'une structure régionale avec l'élection d'un Comité Régional qui aurait lieu lors de la conférence régionale le 17 juin. Mandat est donné à l'Exécutif de travailler à la composition de la délégation de Seine-Maritime, 26-28 membres, qui sera soumise au vote du prochain Conseil Départemental. Mais tous les communistes qui le souhaitent pourront participer aux débats de la Conférence Régionale.
- ◆ Fête de l'Humanité Normandie les 4 et 5 Novembre 2006 avec l'Assemblée Générale de l'ADECRC le samedi 4/11 sur la fête elle-même. Elle se déroulera dans l'année du 70ème anniversaire du Front Populaire, mais aussi avec des temps forts sur la jeunesse et sur l'emploi.



Compte-rendu Olivier Christol

Papeterie Otor de St Etienne du Rouvray

contre les suppressions d'emplois, La mobilisation s'organise !

COMMUNIQUÉ DE PRESSE OTOR

Thierry FOUCAUD, Sénateur-Maire Oïssel

Hubert WULFRANC, Conseiller Général, Maire de Saint Etienne du Rouvray

Un mauvais coup pour l'emploi

Le groupe OTOR, qui dépend du plus gros fonds de pension mondial, l'américain CARLYLE vient d'annoncer en Comité d'Entreprise extraordinaire de son usine rouennaise sa décision d'arrêter 2 des 3 machines de l'usine et d'accompagner cette réduction de production par la suppression de 154 postes.

Nous refusons cette nouvelle attaque contre l'emploi industriel dans un secteur de l'agglomération rouennaise qui a été touché par la fermeture d'Isover, de Yorkshire et pour lequel il est annoncé également la fermeture du site d'Oïssel de Grande Paroisse.

Nous ne pouvons accepter ces nouvelles suppressions d'emplois, ces fermetures de lignes de production. D'une part, l'usine OTOR de Saint Etienne/Oïssel fait des bénéfices, d'autre part, les exigences des actionnaires de Carlyle qui veulent des taux de rentabilité de l'ordre de 15 % sont démesurées par rapport aux réalités de l'industrie papetière. Comme la chimie, c'est l'ensemble de la filière Papier Carton qui est menacée dans notre pays : OTOR en apporte une nouvelle confirmation.



Marie-George Buffet lors de sa visite de soutien avec les salariés d'Otor le 15 février dernier, avec Hubert Wulfranc et Thierry Foucaud

Depuis des mois en tant que maires de Saint Etienne du Rouvray et d'Oïssel, nous alertons les pouvoirs publics sur la situation de l'entreprise. Nous demandons à être reçus, avec les collectivités territoriales concernées et les représentants des salariés, par le Ministre de l'Industrie, comme il s'y est engagé lors d'une séance de questions orales au Sénat.

Nous demandons la suspension immédiate du plan de suppressions d'emplois d'OTOR et la mise en place d'une cellule de crise associant les salariés, les services de l'État et les élus pour examiner les solutions alternatives, autres que celle de la baisse des coûts salariaux.

Nous demandons également que les pouvoirs publics s'engagent dans une opération de redynamisation et de consolidation du site et exigent de l'employeur le remboursement de toutes les aides publiques dont il aurait pu bénéficier en cas de refus d'engagement des discussions.

Nous n'acceptons pas le drame humain qui se prépare et la désertification industrielle de nos bassins d'emplois.

Nous apportons donc tout notre soutien aux salariés et à leurs syndicats en leur assurant de notre engagement pour obtenir d'autres solutions et nous exigeons des pouvoirs publics, de l'État qu'ils mettent tout en oeuvre pour sauvegarder et développer cet outil industriel si indispensable à l'économie de notre région.

Nous sommes à la disposition de tous ceux qui souhaiteraient se mobiliser pour défendre l'emploi et l'avenir de nos sites industriels.

1936, ils ont osé, ils ont gagné

histoire des grèves en Seine-Inférieure

L'Institut CGT d'Histoire sociale de la Seine-Maritime (association loi 1901) annonce la sortie pour ce mois de mai 2006, d'un ouvrage collectif consacré aux Grèves de 1936 en Seine-Inférieure.

Les travailleurs de notre département ont pleinement participé aux combats de cette période, et cet ouvrage est consacré à leur histoire. De Rouen au Havre, de Dieppe à Elbeuf, peu de villes et de villages même, qui ne soient ébranlés par l'ampleur de ce mouvement de masse !

Aujourd'hui, peu de gens savent que la nouvelle forme de lutte sociale avec occupation de l'usine doit à la Seine-Inférieure. C'est au Havre que le mouvement prit naissance, le 9 mai, à l'usine aéronautique Breguet qui fabriquait des hydravions, pour la réintégration de deux ouvriers licenciés.

Ce livre, préfacé par Yannick Marec, ne commence ni ne s'arrête à la fin des grèves de juin 1936. Il couvre la période entre le 6 février 1934 et le début de l'année 1939, racontant dans le détail ce qui suivit l'accord Matignon et les combats contre les patrons et les adversaires politiques. Evidemment il met l'accent sur les premiers congés payés et sur la Guerre d'Espagne et les volontaires Hauts Normands des Brigades internationales, ainsi que sur des événements aujourd'hui oubliés que furent la grève des ouvriers agricoles du Pays de Caux en juin 1937.

Les auteurs : Pierre Largesse pour l'introduction générale et le secteur d'Elbeuf, Albert Perrot pour Breguet et Le Havre, François Auvray pour Fécamp, Guy Décamps pour les cheminots, Serge Laloyer pour Rouen, la vallée du Cailly et le Trait, Pierre Michel pour Bolbec et Lillebonne, Gilles Pichavant pour Dieppe, les ouvriers agricoles et les fonctionnaires. La coordination générale a été assurée par Gilles Pichavant.



prix de vente public : 10€, IHS-CGT, 26 avenue Jean Rondeaux 76108 Rouen Cedex
Pour en savoir plus sur l'IHS-CGT-76 : <http://perso.wanadoo.fr/gilles.pichavant/ihsctg76/>

Département/démocratie En mouvement

Pour L'Union locale CGT de Dieppe :

le port de dieppe à de l'avenir, raison de plus pour agir !

■ Port de Dieppe

Dans son communiqué l'UL CGT de Dieppe affirme que depuis quelques semaines les déclarations concernant le port de Dieppe se multiplient.

"Si certaines témoignent d'une réelle volonté d'agir, voire de rassembler, pour promouvoir le port en dépassant parfois les clivages, d'autres visent à entériner le déclin des activités portuaires.

Ainsi l'Etat, par la voie de son représentant, le préfet de région n'hésite pas à se saisir du départ de la société Sea-Invest pour remettre en cause les engagements financiers qu'il avait pris dans le cadre du contrat de plan Etat/Région, au motif que le port n'aurait désormais plus d'avenir.

la CGT exige que l'Etat assume ses responsabilités et respecte ses engagements."

L'UL CGT rappelle que la région Haute Normandie, qui a confirmé sa

candidature pour la reprise du port, a évoqué récemment les difficultés rencontrées pour obtenir des services de l'Etat toutes les informations lui permettant d'appréhender l'état du port et qu'il considère comme un préalable à la définition d'une stratégie portuaire.

Des informations concernant le devenir de la concession attribuée à la Chambre de commerce et d'industrie de Dieppe, les personnels concernés par le transfert, les dotations financières accompagnant le transfert

C'est précisément pour ces raisons que la CGT de Dieppe est signataire de la lettre adressée au Ministre des transports, par le Comité de Développement du port de Dieppe pour dénoncer cette attitude de l'Etat et exiger le respect de l'ensemble de la loi relative à la décentralisation des ports d'intérêts nationaux.

La CGT estime que l'ensemble des difficultés rencontrées aujourd'hui militent pour la création d'un rapport

de force conséquent afin d'exiger le transfert dans les conditions optimales.

La CGT considère qu'en dépit des difficultés évoquées précédemment, l'ébauche des grandes lignes de la stratégie que la Région entend mettre en oeuvre est plus que jamais d'actualité. Elle a demandé à rencontrer le Président du Conseil Régional sur cet avenir du port.

Elle rappelle que ce sont pas moins de 2500 emplois directs et indirects qui sont concernés et est décidée à agir pour la défense des intérêts des portuaires



N°26

Daté du 15/05/2006

Lettre d'information éditée par la fédération de Seine-Maritime du Parti communiste français

Directeur de la publication : Daniel Lallier

Rédacteur en chef : Claude Etienne

Imprimerie : SNEIP Saint-Etienne-du-Rouvray

Tel 02 35 07 89 80

Courriel : Avenir@pcf76.fr

Abonnement annuel : 25 €

Prix au numéro : 0,60 €

N° CPPA : 0710 P11480 ISSN : 0338-0645